

LES QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES AUX GAUCHES EUROPÉENNES ET À LA GAUCHE BELGE EN PARTICULIER

Par Jean Blairon

La victoire de Donald Trump en tant que représentant du parti républicain n'était pas attendue en Europe et singulièrement en Belgique, dans le sens où elle n'était ni prévue (par les sondages) ni désirée (à en croire les déclarations de la majorité des responsables politiques en tout cas).

Si nous avons dû nous habituer peu à peu aux succès et actions d'une « droite décomplexée », c'est-à-dire d'une droite qui n'hésite pas à remettre frontalement en cause les conquêtes sociales qui caractérisent le « modèle social européen », comme le fait le gouvernement Michel, il semble que celle-ci puisse aussi désormais aller à rebours des conquêtes culturelles qui nous avaient fait nous éloigner du colonialisme, du racisme et du sexisme.

La logique du candidat victorieux s'affiche en effet fièrement comme celle de la prédation, qu'il s'agisse du sexe des femmes ou des richesses de la planète et des peuples. Dans le discours « modéré » qui a suivi l'annonce de sa victoire, le nouveau Président américain s'est en effet positionné comme un homme d'affaires accédant au pouvoir :

« J'ai passé toute ma vie dans les affaires, à chercher le potentiel inexploité des projets et des personnes du monde entier (sic).

C'est à présent ce que je veux faire pour notre pays. Un potentiel énorme. J'ai appris à si bien connaître le pays. Un potentiel énorme. Cela va être quelque chose de beau. Chaque Américain aura l'opportunité de réaliser tout son potentiel. Les hommes et les femmes oubliés de notre pays ne seront plus oubliés. »

Il est difficile de ne pas entendre dans ces propos l'expression même du « nouvel esprit du capitalisme » qui promet à chacun (même si ce ne sera pas à tous, et très loin de là), l'occasion de « se réaliser », dans la mobilité et les projets changeants.

Le point nouveau est que ce « nouvel esprit » se « rapatrie » **aussi** sur ce qu'il semblait devoir et vouloir remplacer (ou camoufler?) : un rapport de domination crûment assumé et revendiquant d'incarner « la beauté ».

Nous ne souhaitons pas discuter dans cette analyse le sens de cette victoire aux Etats-Unis – nous n'en avons pas les compétences – mais essayer de réfléchir aux questions qu'elle pose aux gauches européennes et singulièrement à la gauche belge en regard des scrutins qu'elles auront elles aussi à affronter.

Il nous semble en effet que l'issue des élections du 8 novembre doit faire réfléchir sur les stratégies électorales à venir, à partir de cette inquiétude : comment et pourquoi la candidate démocrate a-t-elle pu être battue ?

100 % TRUMP

Le 7 novembre, nous relisions des notes dans un café bruxellois pour préparer une réunion. La conversation des deux serveurs, un homme et une femme, probablement originaires de l'Europe de l'Est, portait sur l'échéance électorale toute proche. Ils se disaient sans hésitation « 100 % Trump ». Prêtant l'oreille à leurs propos, non sans nous dire que peut-être, si nous nous trouvions aux Etats-Unis, il n'aurait pas qu'à se réjouir d'une telle victoire, nous décelions l'argument suivant : « il sait faire de l'argent, il a réussi et ça ne peut qu'être bon pour tout le monde ».

Une des deux personnes évoque d'ailleurs clairement la théorie du « ruissellement » : la richesse produite par les uns finit toujours par bénéficier aux autres, moins favorisés.

C'est la théorie que l'économiste américain J. Stiglitz, prix Nobel d'économie, ancien vice-président de la Banque mondiale, conseiller de Bill Clinton, réfute pourtant sans aucune ambiguïté :

« Les économistes qui accordent le moins d'importance à la réduction de l'inégalité des revenus sont plutôt enclins à penser que les initiatives que pourraient prendre les Etats pour la réduire coûtent trop cher, ou même risquent d'être contre-productives. Ces économistes « du libre marché » ont aussi le sentiment que les marchés laissés à eux-mêmes, sans interférence de l'Etat, sont efficaces, et que le meilleur moyen d'aider les pauvres consiste à laisser se produire, tout simplement, la croissance économique : d'une façon ou d'une autre, ses bienfaits ruisselleront jusqu'en bas de l'échelle sociale et toucheront les pauvres. »

Joseph Stiglitz ajoute : « **(Notons avec intérêt que ces croyances persistent bien que la recherche en économie les ait privées de tout fondement intellectuel).** »¹

La première question qui se pose aux gauches européennes est nous semble-t-il de savoir si elles croient toujours à ces croyances, comme elles y ont cru auparavant.

La logique dominante « il faut attirer les entreprises » (et donc ne pas les contraindre), puisque « ce sont elles qui créent la richesse » et que « c'est cette richesse qui permet une sécurité sociale forte » n'est en effet rien d'autre qu'une variante de la « théorie » du ruissellement. Et le « tout à l'économique » prôné globalement par les gauches européennes depuis les années 80 ne dément pas cet attachement.

Or on peut quand même se demander, suite à la défaite du parti démocrate américain, si cela ne nous apprend pas que les conquêtes culturelles², pour fondamentales qu'elles puissent être, ne pèsent pas lourd devant les défaites sociales, qui plongent une grande partie du groupe populaire dans des processus de désaffiliation : le désenchantement qui s'ensuit le rend sensible aux croyances du « retour du rêve », exprimées par des prédateurs qui ont réussi ou par des apôtres qui se mettent au service servile de ceux qui ont réussi.

L'EXEMPLARITÉ DANS QUEL CHAMP ?

En écoutant nos deux interlocuteurs vanter les mérites de leur candidat, nous ne pouvions que penser que la « réussite » de leur modèle, M. Trump, n'était pas si avérée dans le champ économique lui-même. On peut en effet penser qu'il a surtout bénéficié de l'appui des banques pour le sauver de la faillite, parce que celles-ci pensaient qu'elles avaient plus à perdre **au total** si elles récupéraient leurs créances auprès du « self-made-man » au bord du gouffre. Les doutes sur sa capacité de gestion sont en effet nombreux.

1 J. Stiglitz, *Un autre monde est possible, Contre le fanatisme du marché*, Paris, Fayard, 2006, p. 19.

2 Ce sont celles qui se rangent derrière le droit de chacun à disposer de sa vie, à chercher à en être le créateur. Elles s'ancrent dans la promotion de la liberté, jusqu'à parfois oublier la question de la solidarité.

Plusieurs enseignements peuvent en être tirés : la réussite dans le champ économique, c'est celle qui peut s'afficher comme telle jusqu'au moment en tout cas où elle est démentie par des faits définitifs. L'idéologie et les marqueurs de l'entrepreneur agressif peuvent emporter la conviction y compris (et surtout ?) auprès de ceux que le champ économique n'a pas favorisés ou qui se vivent comme abandonnés.

Est-ce dès lors dans ce champ qu'un parti de gauche doit majoritairement parler son excellence, sachant qu'il lui manquera toujours la (fausse) superbe qui fait la crédibilité auprès de ceux auxquels la réussite n'a pas souri (puisqu'ils n'avaient aucune chance d'y arriver, compte tenu de leurs « capitaux » de départ) ? Les promesses de bonne gestion (capitaliste) ne font pas rêver...

Il ne nous paraît pas insensé, en tout cas, de poser la question du champ dans lequel les formations de gauche entendent situer à l'avenir leur excellence : il leur est peut-être nécessaire et urgent de se mettre en mesure d'enregistrer des résultats réels et exemplaires dans le champ social au moins autant que dans le Plan Marshall...

VINGT ANS DÉJÀ

En observant le succès du candidat Trump, on ne peut que se souvenir d'un article célèbre écrit par Pierre Bourdieu, Christophe Charle, Frédéric Lebaron, Gérard Mauger & Bernard Lacroix... en 1998 : « Pour une gauche de gauche »³.

Les auteurs mettaient en garde la majorité de gauche « plurielle » française contre la tentation d'adopter les croyances de la droite, de s'y convertir et de mener les politiques congruentes :

« **La gauche de base croit encore à la république sociale** : il est temps que le quatuor « Jospin-Chevènement-Huet-Voynet » se rappelle que les majorités de gauche ont conduit au désastre chaque fois qu'elles ont voulu appliquer les politiques de leurs adversaires et pris leurs électeurs pour des idiots amnésiques ».

Rappeler cette citation n'implique pas pour nous de poser qu'il n'y a aucune différence entre la France d'alors et la Belgique ou les USA d'aujourd'hui ; c'est cependant signifier que cette question n'est pas nouvelle et que de nouvelles mauvaises réponses ont pu s'ajouter aux anciennes, rendant les questions encore plus aiguës qu'à l'époque. L'élection de D. Trump, à cet égard, n'est pas le « séisme » que les médias aiment à nous vendre : elle constitue la continuation logique de 20 ans de conversion voire d'abdication devant la religion du « tout au marché ».

Dans cet article, les auteurs posent deux questions d'une brûlante actualité.

« Pourquoi, par exemple, **tant de suffrages pour les organisations qui se veulent ou se disent hors du champ politique** ? Pourquoi une partie de la droite en perdition préfère-t-elle se radicaliser alors qu'elle est au pouvoir à travers une gauche qui réalise tous ses rêves ? Avec sa tentation extrémiste, la droite rejoue une partie déjà perdue par le centre et la droite allemandes au début des années 1930 sous la République de Weimar. L'Etat impotent suscite l'indifférence massive des électeurs pour la République : il est clair qu'on ne va pas voter pour répartir des prébendes, étouffer des scandales, vendre des services publics au plus offrant, s'en remettre à des bureaucraties inamovibles et inaccessibles, nationales et internationales. »⁴

Ce paragraphe n'aurait-il pas pu être signé de nos jours ? Ne pourrait-il interroger des situations autres que française ?

3 P. Bourdieu et al., « Pour une gauche de gauche », *Interventions, Science sociale et action politique*, Marseille, Agone, 2002, pp. 361 et sq.

4 *Idem*, p. 362.

Cet autre éclaircisse aussi des questions d'avenir :

« La persistance du succès électoral d'un parti comme le Front national, dont le programme appliqué ferait la ruine de ses électeurs les plus démunis, **n'exprime souvent rien d'autre que l'aversion à l'égard d'un personnel politique sourd et aveugle au désarroi du public populaire**. Les faux-semblants de la gauche plurielle déçoivent les électeurs de gauche, démobilisent les militants, renvoient vers l'extrême gauche les plus exaspérés. Il n'est guère étonnant que les premiers à protester aient été les premiers floués de la démagogie plurielle d'une gauche vraiment singulière : les sans-papiers, les chômeurs, les enseignants. »

La stratégie électorale qui consiste, pour un parti de gauche, à se prétendre « le parti de tous » en négligeant, par voie de conséquence, de répondre au désarroi d'un public ouvrier et populaire paraît suicidaire, comme l'est la promotion de mesures qui ne parlent qu'à la gauche « culturelle » des classes moyennes (comme l'allocation universelle) – ou, pire, la promotion de « réformes » « sociales » qui doivent répondre à la condition sine qua non de ne rien coûter...

Sans parler, évidemment, de la tentation d'investir les hybrides monstrueux comme le socialisme libéral d'un Emmanuel Macron...

Les regrets qui se sont exprimés dans le camp démocrate par rapport au non-choix du candidat osant se dire « socialiste » aux Etats-Unis, Bernie Sanders, doivent interpeller, notamment par rapport à l'engouement qu'il avait réussi à susciter chez les jeunes.

L'attitude du gouvernement wallon par rapport aux politiques néo-libérales promues par la Commission européenne, comme les accords transatlantiques, n'indique-t-elle pas qu'on peut être et apparaître légitimement comme le gouvernement de tous **en luttant contre l'exploitation et la domination** ? Encore faut-il, comme l'a d'ailleurs fait Paul Magnette, rendre au peuple ce qui est au peuple et reconnaître que ce sont les syndicats, les groupes de citoyens organisés et les associations qui ont porté le débat et inspiré les positions politiques. Ne pas s'attribuer une « victoire » quand elle est la conséquence d'une mobilisation paraît élémentaire pour voir son rôle de **représentation** reconnu.

ARRÊTER DE TOUT MISER SUR LA « COMM' »

Ce dernier point pose une autre question à la gauche.

Il est difficile de nier que le succès de Donald Trump est en partie dû aux médias. Ses saillies diverses et variées ont fait le « buzz » et nous rappellent que la présence « négative » dans les médias (comme « trublion ») reste une présence et fait donc « exister », jusqu'à finalement bénéficier d'une « présence » et d'une « couverture » inespérées.

Est-ce la voie que la gauche doit suivre ?

Elle ne semble plus d'office se démarquer de la droite décomplexée (c'est-à-dire souvent sordide) en la matière. Le pouvoir des « communicants » s'exprime en effet de part et d'autre dans cette hiérarchie : une mesure est « bonne » si elle fait parler de celui qui la prend.

Mais ce credo sous-estime gravement l'intelligence du public populaire : croit-on vraiment qu'il est dupe à ce point à propos du sens des choses ? Qui ose encore penser qu'un désaccord ne peut s'expliquer que par un manque de pédagogie des partisans de la position rejetée ?

Que croit-on qu'en concluent ceux qui ont adopté une position ainsi méprisée ? (Nous pensons ici aux propos de la candidate démocrate proférant que les électeurs de son rival étaient « déplorables »).

Les propos tenus sur une réalité dont les composantes devraient suffire à les interdire ne trompent personne. Quand Charles Michel prétend que le traité « CETA » signé n'a pas bougé d'une virgule par rapport à la version initiale, il fait preuve d'une bêtise et d'une arrogance communicantes.

Pourquoi la gauche tend-elle si souvent à imiter ces comportements contestables ? Sous-estimer l'intelligence pratique du citoyen ; s'aveugler sur la coupure que le « tout à la comm' » produit au profit des croyances dominantes sont des comportements politiques qu'il faudrait critiquer vivement. Au départ notamment de ce constat : les frasques des uns ne valent pas les frasques des autres et les électeurs potentiels de la gauche n'attendent pas d'office de ceux qui sollicitent leurs suffrages ni qu'ils séduisent par leurs dérapages ni qu'ils fassent assaut de déclarations vertueuses et moralisatrices. Agir sur leur réalité, sur l'exploitation et la domination qu'ils subissent, pourrait suffire.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Les questions posées par les élections américaines aux gauches européennes et à la gauche belge en particulier », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, novembre 2016, URL : www.intermag.be/578.